



rue des Terreaux-du-Temple 6 - 1201 Genève
tél. 022 741 50 80 - secretariat@sspge.ch
geneve.ssp-vpod.ch

Communiqué de presse SSP Région Genève du 10 septembre 2020

GE – Sécurité

Volonté parlementaire bafouée : le Conseil d'Etat veut maintenir la privatisation de tâches régaliennes de sécurité

Le SSP dénonce la volonté du Conseil d'Etat de bloquer la réinternalisation des tâches de convoyage et surveillance des détenus. Une loi votée en 2016 lui donnait pourtant 5 ans pour procéder à la reprise par l'Etat de l'entier de ces tâches.

Le SSP a appris hier avec stupeur et colère que le Conseil d'Etat avait adopté à l'intention du Grand Conseil un projet de modification de la Loi sur le convoyage et la surveillance des détenus hors des établissements pénitentiaires (L 11662). Ces modifications visent à maintenir dans le giron privé des tâches pourtant essentielles de sécurité publique qui doivent être effectuées par des assistant.e.s de sécurité publique de niveau 3 (ASP3), assermenté.e.s et au bénéfice d'une formation spécifique.

Pour rappel, Pierre Maudet, alors en charge du Département de la sécurité, avait orchestré en 2015 l'externalisation de l'entier du Détachement de Convoyage et de Surveillance (DCS), devenu depuis la Brigade de Sécurité et des Audiences (BSA). En confiant le transport des détenus à une entreprise privée, le magistrat avait fait entrer par la grande porte le dumping salarial au sein même de l'Etat.

En 2016, après une longue bataille syndicale et politique, le Grand Conseil désavouait le magistrat et lui donnait 5 ans pour réinternaliser ces tâches régaliennes qui n'auraient jamais dû quitter le service public.

Aujourd'hui, le Conseil d'Etat prétend ne pas pouvoir engager le personnel nécessaire à la reprise de ces prestations par l'Etat. Il avait pourtant 5 ans pour s'en donner les moyens.

Le SSP appelle les syndicats et les partis politiques à se mobiliser pour faire enfin aboutir le processus de réinternalisation de ces tâches régaliennes de sécurité voulu et voté par le Grand Conseil.

Pour tout renseignement :

Sabine Furrer, secrétaire syndicale SSP, 076 507 50 94

Genève, le 10 septembre 2020